



CHARTRE DE GENÈVE POUR LE BIEN-ÊTRE

La Charte de Genève pour le bien-être montre à quel point il est urgent de bâtir des « sociétés du bien-être » durables, qui s'engagent à garantir l'équité en santé aujourd'hui et pour les générations futures sans dépasser les limites écologiques. La Charte s'appuie sur les résultats de la dixième Conférence mondiale sur la promotion de la santé, qui s'est tenue à Genève, en Suisse, et en ligne du 13 au 15 décembre 2021, de même que sur l'héritage de la Charte d'Ottawa et des précédentes conférences mondiales sur la promotion de la santé.

L'URGENCE D'AGIR

Le monde fait face à des crises complexes et liées entre elles qui ont des répercussions différentes selon les pays. Les pandémies récentes ont mis à nu les fractures de la société et fait ressortir les déterminants écologiques, politiques, commerciaux, numériques et sociaux de la santé et les inégalités en matière de santé, à l'intérieur d'un même groupe social ou d'un pays ou entre eux. Les changements climatiques, le recul de la biodiversité, la pollution, l'urbanisation à marche forcée, les conflits géopolitiques et la militarisation, l'évolution démographique, les déplacements de populations, la pauvreté et les inégalités généralisées sont autant de facteurs de risque pour de futures crises encore plus graves que celles que nous connaissons aujourd'hui.

Pour y répondre, il faudra des investissements qui tiennent compte de la santé et du bien-être de la planète, des sociétés, des communautés et des personnes, ainsi que des mutations des structures sociales dans le but d'aider les gens à prendre le contrôle de leur vie et de leur santé. Il faut une réorientation fondamentale des valeurs et de l'action sociétales qui s'inscrive dans la logique du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

FONDEMENTS DU BIEN-ÊTRE

C'est à partir des sociétés du bien-être que tous les membres des générations actuelles et futures pourront s'épanouir sur une planète en bonne santé, quel que soit l'endroit où ils vivent. De telles sociétés appliquent des politiques audacieuses et des approches porteuses de changements qui sont étayées par:

- Une conception positive de la santé qui intègre le bien-être physique, mental, spirituel et social.
- Les principes de droits humains, de justice sociale et environnementale, de solidarité, d'équité entre les genres et entre les générations, et de paix.
- Un engagement à l'appui d'un développement durable sobre en carbone qui serait fondé sur la réciprocité et le respect entre les êtres humains et qui ferait la paix avec la Nature.
- De nouveaux indicateurs de réussite, en dehors du seul produit intérieur brut, qui tiennent compte du bien-être humain et planétaire et qui conduisent à de nouvelles priorités en matière de dépenses publiques.
- Une promotion de la santé centrée sur l'autonomisation, l'inclusion, l'équité et une participation significative.

RÉPONSE POUR UNE PROMOTION DE LA SANTÉ DU XXI^e SIÈCLE

La mise en place de sociétés du bien-être nécessite une action coordonnée dans cinq domaines:

1 CONSIDÉRER, RESPECTER ET METTRE EN VALEUR LA TERRE ET SES ÉCOSYSTÈMES

Une planète en bonne santé est essentielle pour la santé et le bien-être des générations actuelles et futures et pour permettre à tous de s'épanouir. Les sociétés du bien-être donnent la priorité à une transition rapide et juste vers une économie sobre en carbone afin de maintenir les hausses de température en dessous de 1,5 °C au cours de ce siècle. Elles permettent à chacun de bénéficier d'une énergie propre, améliorent la biodiversité, réduisent l'épuisement des ressources et la pollution, soutiennent des relations harmonieuses entre les êtres humains et la nature et accordent une place centrale aux connaissances et au leadership autochtones. Elles encouragent des systèmes d'approvisionnement en eau et d'alimentation qui réduisent les effets nocifs et favorisent une alimentation saine (y compris l'allaitement maternel). Les sociétés du bien-être sont étroitement liées au principe « Une seule santé » et à la santé de la planète, notamment en améliorant la préparation aux pandémies et en améliorant la santé et l'équité.

2 CONCEVOIR UNE ÉCONOMIE ÉQUITABLE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN À L'INTÉRIEUR DES FRONTIÈRES ÉCOLOGIQUES PLANÉTAIRES ET LOCALES

Les sociétés du bien-être garantissent un travail décent et sûr, un commerce équitable, des systèmes de protection sociale ouverts à tous, des systèmes de production et de consommation fondés sur les principes d'une économie circulaire, l'absence de discrimination structurelle, des transitions urbaines durables, ainsi que le respect et la préservation des écosystèmes naturels. Les économies du bien-être reconnaissent les droits du travail et les apports du secteur non structuré de l'économie, y compris les soins fournis par les aidants, les familles et les communautés. Elles soutiennent la prévention et la réduction des maladies transmissibles et non transmissibles par une réglementation efficace des déterminants commerciaux de la santé. Les économies du bien-être cherchent à réduire les effets néfastes en obligeant les industries du numérique et de l'armement à assumer leurs responsabilités et en les réglementant. Elles reconnaissent et corrigent les politiques coloniales et économiques qui entravent le développement économique et social. Les priorités en matière de bien-être se concrétisent par des investissements dans la santé, les budgets alloués au bien-être, la protection sociale et les stratégies juridiques et fiscales qui garantissent une économie en meilleure santé et durable.

3 ÉLABORER DES POLITIQUES PUBLIQUES SAINES POUR LE BIEN COMMUN

Dans une société du bien-être, les pouvoirs publics sont les garants de tous les actifs de la société à l'appui d'une planète en bonne santé, durable et équitable, au nom des générations actuelles et futures. Les pouvoirs publics rendent des comptes à leur population et veillent à ce qu'elle participe à la gouvernance. Le bien-être constitue un nouveau contrat social et donne un cap à suivre pour les politiques publiques, y compris les décisions budgétaires et réglementaires, afin d'obtenir de meilleurs résultats pour les personnes, les communautés et la société. La gouvernance à tous les niveaux, du local au mondial, s'engage à concrétiser les objectifs de développement durable, à mener des politiques multisectorielles à l'appui de la santé et à tendre vers une répartition équitable à l'échelle planétaire des ressources propices à la santé. L'élimination de toutes les formes de discrimination et d'injustice structurelles, y compris la marginalisation, qui touchent les gens de multiples façons, est essentielle pour garantir le droit à la santé pour tous. Les partenariats avec une société civile dynamique sont encouragés pour renforcer le tissu social et la solidarité sociale aux niveaux local et international.

4 FAIRE EN SORTE QUE CHACUN BÉNÉFICIE D'UNE COUVERTURE SANITAIRE UNIVERSELLE

Dans une société du bien-être, la couverture sanitaire universelle est essentielle à la protection sociale pour tous et à la stabilité de la société. En matière de financement, la priorité va au développement des soins primaires, à la promotion de la santé et aux services de prévention. La gouvernance mondiale de la santé garantit une répartition équitable des actifs en matière de soins de santé. Le bien-être mental est considéré comme hautement prioritaire au moment de réorienter les services de santé. Les travailleurs de la santé sont mis en valeur et protégés. Le financement de la santé n'est pas vu comme une dépense, mais comme un investissement en faveur du bien-être et de la résilience de la société. La gouvernance de la santé s'appuie sur une conception conjointe et tire pleinement parti de la transformation numérique en vue d'obtenir des avantages équitables pour toutes les populations, en garantissant un accès et une participation constructive afin d'éviter l'exclusion numérique. Cela suppose notamment d'accorder une grande priorité au développement des connaissances en matière de santé qu'ont les personnes tout au long de leur vie. L'investissement dans la prochaine génération, et tout particulièrement dans le développement et l'éducation de la petite enfance, jette les bases d'une vie saine, active et connectée.

5 ABORDER LES RÉPERCUSSIONS DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

La transformation numérique et l'évolution technologique peuvent engendrer de nouvelles possibilités de connexion, de connaissances en matière de santé et de partage des connaissances, ainsi qu'une offre de services plus efficace et efficiente. Cependant, certains traits des systèmes numériques et l'exclusion numérique peuvent entraîner un isolement et aviver les inégalités. En outre, la santé et le bien-être peuvent être mis en péril par l'augmentation du temps consacré aux activités numériques et dans des environnements virtuels, du fait de la surabondance des informations, des propos haineux et de l'intimidation, de la diffusion de fausses informations, ou encore de la publicité faite à des produits et des comportements nocifs pour la santé. Une société du bien-être prend la mesure des effets néfastes et de la perte d'autonomie et y remédie, garantit un accès équitable et tire parti des possibilités qu'offrent les technologies pour que les êtres humains et la planète s'épanouissent.

METTRE EN PLACE LES CONDITIONS D'UN AVENIR PROSPÈRE

Le bien-être est un choix politique. Il est le fruit des politiques, des institutions, des économies et des écosystèmes dans lesquels les gens vivent. Le bien-être passe obligatoirement par une démarche qui fait intervenir la société dans sa globalité et suppose une action à tous les niveaux et de l'ensemble des parties prenantes et des secteurs, depuis les communautés et les organisations jusqu'aux pouvoirs publics régionaux et nationaux. La promotion de la santé a pour rôle de mobiliser et de soutenir ce mouvement de plusieurs manières :

- Veiller à ce que les personnes et les communautés soient en mesure de prendre le contrôle de leur santé et de mener une vie épanouissante ayant un sens et un but, en harmonie avec la nature, grâce à l'éducation, à des connaissances en matière de santé adaptées à leur culture, à une véritable autonomisation et à une participation.

- Permettre une démarche d'unification en ce qui concerne la mise en place de sociétés du bien-être, et assurer une médiation et un plaidoyer en ce sens en donnant forme aux déterminants de la santé dans tous les contextes.
- Veiller à ce que les services de promotion, de prévention, de traitement, de réadaptation et de soins palliatifs soient de qualité, abordables, accessibles et acceptables et qu'ils soient fournis en fonction des besoins, en particulier pour les personnes qui sont souvent laissées pour compte.

Dans le monde entier, ces mesures devraient bénéficier d'investissements soutenus en faveur des agents de santé, de la promotion de la santé, des infrastructures de santé publique et de la recherche. Le paysage mondial du développement évoluera si le bien-être des personnes et de la planète est inscrit au cœur de la définition de la réussite. Dans une société du bien-être, la réussite se mesure à l'aune d'un ensemble de valeurs différentes de celles qui prévalent aujourd'hui et en adoptant une perspective à longue échéance. Cela dépasse le simple cadre de l'activité économique pour englober des indicateurs de tous les déterminants du bien-être humain et planétaire, y compris la santé sous tous ses aspects, l'équité en santé et les ressources qui définiront et préserveront le bien-être des générations présentes et futures. À l'échelle des individus, cela signifie que chacun jouit d'une vie longue, en bonne santé et bien vécue.

Pour aller de l'avant, il faut assurer une transition vers des sociétés plus durables et équitables et apprendre des pays, des régions, des villes, des communautés et des cultures – en particulier des cultures autochtones – comment donner vie à de telles sociétés. L'OMS soutiendra cette transition en rassemblant tous les acteurs dans le but de concrétiser l'ambition des sociétés du bien-être, recueillera des données probantes et apportera un soutien technique à ses États Membres et à ses partenaires pour la mise en œuvre de cette Charte. La santé et le bien-être sont tributaires des actions de chaque membre de la société. La présente Charte en appelle aux organisations non gouvernementales et de la société civile, aux milieux universitaires, aux entreprises, aux pouvoirs publics, aux organisations internationales et à toutes les parties concernées pour qu'ils s'associent afin de mettre résolument en œuvre les stratégies à l'appui de la santé et du bien-être. Ensemble, cela conduira à la transformation vers des sociétés du bien-être dans tous les pays, sans que personne ne soit laissé de côté.

Note : La Charte de Genève a été élaborée avant et pendant la Dixième Conférence mondiale sur la promotion de la santé. Plus de 5000 experts venant de 149 pays y ont participé en ligne, y compris des chefs de gouvernement, des ministres de différents secteurs, comme la santé, les finances, les affaires sociales et l'éducation, des dirigeants culturels et religieux, d'autres politiciens, des hauts fonctionnaires, des prestataires de soins, des décideurs, des chercheurs, des enseignants et des représentants des communautés. Une série de documents techniques viennent compléter la Charte.



**World Health
Organization**



**10th Global Conference
on Health Promotion**